

# NON

à la chasse baleinière



**GREENPEACE**



## Si vous pensiez que les baleines étaient sauvées, vous aviez tort.

Jamais elles n'ont été aussi menacées et la proposition récente de doubler les quotas de chasse n'est que la partie émergée de l'iceberg. Régulièrement, dans l'océan Atlantique, des cargos heurtent et tuent des baleines franches, une espèce déjà en danger, et mettent en péril le renouvellement de la population. Des bélugas retrouvés morts au Canada contenaient un tel niveau de polluants industriels qu'ils ont été classés comme déchets toxiques par la législation canadienne. Sans que l'on puisse encore expliquer comment, les sonars militaires ultra puissants déciment les baleines lors de plongées à de grandes profondeurs. Chaque année, plus de 300 000 dauphins, marsouins et baleines meurent accidentellement dans les filets de pêche.

Un demi-siècle de surpêche dans tous les océans de la planète a conduit à la disparition de 90% des stocks de grands poissons comme le marlin, l'espadon, le thon et la raie. L'industrie de la pêche dans son ensemble lutte pour sa survie. Dans de nombreux pays, les responsables de pêcheries cherchent une issue à la crise en proposant des solutions audacieuses telle la mise en place de vastes zones totalement protégées qui permettraient la reconstitution des populations de poissons et la restauration de viviers exploitables. Mais les Etats pratiquant la chasse à la baleine prétendent que ce sont les cétacés qui sont responsables de l'épuisement des stocks de poissons. Il suffirait alors de tuer les baleines pour que les poissons reviennent.

Aucun biologiste marin dans le monde - à l'exception de ceux financés par les baleiniers - ne souscrit à cette théorie. En réalité, les faits prouvent exactement le contraire. Pendant des dizaines de millions d'années, des populations abondantes de baleines et de poissons ont coexisté avant d'être décimées par l'industrie de la pêche et de la chasse à la baleine. Il apparaît clairement que la présence des baleines favorise le renouvellement des stocks de poissons bien plus qu'elle ne leur est préjudiciable.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement japonais n'est pas d'accord. Il a lancé un programme de chasse " scientifique " afin d'étayer sa théorie selon laquelle les baleines mangent trop de poissons. Mais sa véritable motivation est ailleurs. La viande de baleine est vendue sur le marché japonais, pour la consommation humaine. L'année dernière sa vente a rapporté 52 millions de dollars. Cette année, les Japonais envisagent de doubler le nombre de petits rorquals chassés dans l'Antarctique. Pourtant, tous les scientifiques sont au moins d'accord sur un point : les petits rorquals en Antarctique ne mangent pas de poisson. Ils se nourrissent de petites crevettes, proches du krill, espèce pêchée en très petite quantité par les hommes. La " science japonaise " ne s'intéresse cependant pas qu'aux petits rorquals : les baleines à bosse sont les prochaines cibles des baleiniers.

Ce mois-ci, la réunion de la Commission Baleinière Internationale (CBI) sera le théâtre d'une offensive massive du gouvernement japonais pour mettre fin à la protection dont bénéficient les baleines et faire ré-autoriser officiellement la chasse commerciale. Et il ne sera pas seul dans cette entreprise. Depuis 1999, le gouvernement japonais a approché de nombreux pays en développement pour leur demander de rejoindre la CBI et de voter en faveur d'une reprise de la chasse commerciale. Plus d'une douzaine de pays ont accepté. Le Japon nie avoir acheté des votes bien que le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, un nouveau membre de la CBI, ait déclaré : " Si nous sommes capables d'épauler les Japonais, en retour, ils nous fourniront une aide... c'est en partie pour cette raison que nous agissons ainsi. " Il est évident que les pays baleiniers ont lancé une OPA hostile sur cette instance internationale. Les représentants japonais sont suffisamment confiants sur le nombre de leurs alliés pour annoncer d'ores et déjà que la prochaine réunion de la CBI pourrait constituer un tournant décisif.

Il faudra très longtemps pour débarrasser la mer des produits polluants qui la souillent et pour que les poissons et les baleines y soient à nouveau abondants. La réunion de la CBI, en ce mois de juin 2005, pourrait constituer une première étape dans le bon sens, en empêchant le retour des harpons et en travaillant ensemble pour que les baleines repeuplent les océans.

# 1 La reprise de la chasse balénière est-elle pour demain ? Les enjeux de la 57ème CBI et les demandes de Greenpeace

L'Islande a annoncé qu'elle reprendra la chasse commerciale à la baleine en 2006. Le Japon a également manifesté sa volonté de reprendre la chasse commerciale en Antarctique dans un futur assez proche et menace depuis 1999 de quitter la CBI pour chasser à nouveau dans ses eaux territoriales.

Cette année un certain nombre de décisions importantes devraient être adoptées au cours de la CBI. Depuis la session précédente qui s'était tenue en Italie, le Japon a continué sa campagne d'achat de votes, dans le but de contrôler la CBI (voir Fiche 2). Le gouvernement japonais octroie des aides financières à des pays en développement, en échange de la garantie de ces pays de s'aligner sur la position japonaise lors des votes au sein de la CBI.

Pour la première fois cette année depuis 1986, les pays pro-chasse pourraient obtenir la majorité à la CBI. Avec 61 Etats membres au sein de la Commission cette année, l'équilibre encore tenu en 2004 devrait tourner à l'avantage des pays pro-chasse et de nouvelles résolutions adoptées à la majorité simple (50% des votes) favorables à la position japonaise sont à redouter.

La levée totale du moratoire sur la chasse commerciale nécessitant une approbation à la majorité des trois quarts des membres, il est peu probable que le Japon puisse l'obtenir cette année. Toutefois, à la vitesse à laquelle le Japon recrute de nouveaux membres, il pourrait atteindre cette majorité des trois quart dans les années à venir.

Cette année, le Japon va une nouvelle fois demander l'autorisation de tuer plus de cétacés, et le résultat de certains votes pourrait conduire au massacre de 2137 baleines en 2005/2006.

## Les décisions importantes en 2005

### 1- Le vote à bulletin secret

Le Japon va demander qu'à l'avenir les décisions soient prises à bulletin secret et soumettra cette proposition au vote. S'il était instauré, le vote à bulletin secret ne permettrait plus d'identifier la position de chacun et n'obligerait plus les Etats à justifier leurs positions. Pour Greenpeace ce changement, irait à l'encontre de la transparence et de la bonne gouvernance telle qu'elle doit être promue au sein d'organisations internationales. Le résultat de ce premier vote permettra de voir le rapport de force entre pays pro-chasse et pays protecteurs.

### 2- La Chasse scientifique (voir fiche 3)

Le programme de chasse scientifique du Japon en Antarctique JARPA arrivant à terme, le Japon va proposer un nouveau programme de recherche JARPA II. La proposition JARPA II, qui est reconnue comme ayant pour objectif le doublement des prises de petits rorquals (850 individus) et d'ajouter les rorquals communs (50 individus) et les baleines à bosse (50 individus) au programme scientifique,

mènerait les prises du Japon à plus de 1300 baleines par an.

### 3- Le Revised management scheme (RMS)

Le RMS qui regroupe toutes les règles de chasse, dont le système d'inspection et de contrôle des opérations de chasse balénière n'est pas à ce jour adopté en raison des propositions inacceptables des pays pro-chasse. L'adoption du RMS aurait pour objectif la levée du moratoire. Le Japon devrait à nouveau cette année proposer un RMS faible, n'intégrant par exemple pas la traçabilité (test ADN) des baleines. Bien que le RMS ait peu de chance d'être adopté cette année, le Japon met tout en œuvre pour que certaines baleines ne soient protégées par la CITES (Convention Internationale des Espèces de faune et de flore menacées d'extinction).

### 4- Déclassement du petit Rorqual dans le cadre de la CITES

En Novembre 2004, lors de la conférence des parties de la CITES, le Japon avait demandé le déclassement du petit rorqual de l'annexe I de la CITES (commerce interdit) à l'annexe II (espèces commercialisables dans la limite de quotas). Ils ont échoué mais devraient à nouveau défier l'autorité de la CBI lors de la prochaine conférence des parties de la CITES en tentant à nouveau de permettre le commerce de la viande de baleine à travers la CITES.

## LES DEMANDES DE GREENPEACE

La gestion des populations de baleines ne doit plus reposer que sur la régulation de la chasse, la chasse n'étant qu'un des facteurs de mortalité des baleines. Se posent aujourd'hui la question des limites atteintes par une telle Convention créée à l'après guerre et qui n'est plus adaptée aux nouvelles menaces pesant sur les grands cétacés.

Il est urgent de donner à la CBI une orientation beaucoup plus protectrice que la mission de gestion des stocks qu'elle avait à son origine. Aujourd'hui les cétacés sont confrontés à une série de menaces, allant de la surpêche aux pollutions toxiques, en passant par l'utilisation abusive de sonars, les prises accessoires dans des filets de pêche et les conséquences des changements climatiques. Ces thématiques doivent devenir des préoccupations majeures de la CBI.

**Afin d'obtenir un arrêt complet et définitif de la chasse baleinière, Greenpeace demande :**

- la suppression de la chasse scientifique,
- la modification de l'objet de la CBI afin qu'elle devienne une organisation pour la protection des baleines (et plus pour la gestion de la chasse baleinière),
- la création d'un sanctuaire mondial,
- le maintien de toutes les espèces de baleine sur l'Annexe I de la CITES et interdiction de tout commerce de produits baleiniers.

## 2 La Chasse baleinière aujourd'hui Histoire d'un moratoire contourné

Depuis l'entrée en vigueur du moratoire sur la chasse à la baleine en 1986, plus de 25.000 baleines ont été tuées dans le cadre des opérations de chasse déclarées.

Aujourd'hui, trois pays, le Japon, la Norvège, et à nouveau l'Islande depuis 2003 chassent les baleines, principalement le rorqual et le petit rorqual. Ils capturent environ 1.550 animaux chaque année. Ces pays envisagent d'augmenter et de diversifier leurs captures, en attendant la levée du moratoire pour laquelle ils mettent tout en œuvre.

- **2137 baleines** risquent d'être tuées pendant la saison 2005/2006 si rien n'est fait pour contrer le nouveau programme de chasse scientifique du Japon.

### JAPON :

Dans le Pacifique Nord :

- 220 petits rorquals (doublement du quota actuel d'environ 100 individus)
- 50 rorquals de bryde,
- 100 rorquals boréaux,
- 10 cachalots.

Dans le sanctuaire Antarctique :

- 935 petits rorquals (quota de 850 individus avec possibilité de dépassement de 10%. Doublement du quota actuel d'environ 440 individus)
- Un nombre indéterminé de rorquals commun et de baleines à bosse (probablement une cinquantaine de chaque espèce).

### NORVÈGE :

- 797 petits rorquals (en augmentation par rapport au quota de 670 en 2004)

### ISLANDE :

- 25 petits rorquals

### Un moratoire mis à mal

En 1946, face au constat d'un effondrement des « stocks » de baleines, les pays baleiniers créent un organe international pour la gestion des populations de baleines : la Commission Baleinière Internationale (CBI). En 1982, après des décennies de gestion à court terme et sous la pression des pays favorables à la protection des baleines, alors majoritaires à la CBI, un moratoire sur la chasse commerciale, interdisant toutes formes d'exploitation commerciale des baleines est voté. De nombreuses populations de baleines sont alors proches de l'extinction.

Pourtant, dès son entrée en vigueur en 1986, ce moratoire va être contourné par 5 pays (Japon, Norvège, ex-URSS, Islande, Corée du Sud) qui utiliseront deux méthodes : l'objection ou la chasse dite « scientifique » :



### => L'objection

Elle est prévue à l'article 5 de la Convention Internationale pour la Régulation de la Chasse baleinière. Elle permet à un pays de rejeter une décision qui va à l'encontre de ses intérêts nationaux et de ne pas être lié par celle-ci. Le Japon et l'ex-URSS ont utilisé cette méthode dès l'entrée en vigueur du moratoire et la Norvège l'année suivante. Ils ont pu ainsi poursuivre leur chasse commerciale. L'URSS, qui a finalement abandonné la chasse baleinière a rapidement levé son objection. En 1993, la Norvège déclare officiellement la réouverture de la chasse baleinière commerciale dans sa Zone Economique Exclusive norvégienne en Atlantique Nord.

### => La chasse dite « scientifique », menée sous la supervision de la CBI.

Ce subterfuge a été mis en œuvre par l'Islande entre 1986 et 1990 et depuis 2003, par la République de Corée en 1986/87, la Norvège de 1988 à 1993. Le Japon utilise cette tactique depuis 1987, lorsqu'il a retiré son objection au moratoire et transformé sa chasse commerciale en chasse scientifique.

### Evolution interne de la CBI : l'achat de votes par le Japon

A sa création en 1946, la CBI était composée très majoritairement de pays chasseurs de baleines : pendant des décennies, la gestion des stocks dans un but économique a été la seule priorité.

Dans les années 70, et après des années d'une gestion à court terme, l'effondrement des stocks commence à menacer la rentabilité commerciale des baleines. Parallèlement, de nombreux états membres de la CBI s'expriment en faveur d'une véritable protection des baleines et les organisations de protection de l'environnement mobilisent l'opinion publique et demande de la protection des cétacés. Pourtant, il faudra encore attendre 1986 pour qu'un moratoire sur la chasse commerciale, décidé quatre ans plus tôt, soit finalement instauré.

Depuis quelques années, le Japon met tout en oeuvre pour préparer la levée du moratoire et la relance officielle de la chasse commerciale. Il a entamé une campagne d'achat de vote qui consiste à financer des projets de développement dans des pays du sud en échange de la garantie de ces pays de voter selon ses consignes au sein de la CBI. De nombreux pays ont rejoint récemment la CBI et vote systématiquement comme le Japon ; parmi eux se trouve Belize, Antigua et La Barbade, la Dominique, la Mongolie, Grenade, Iles Saint-Vincent et Grenadines, Sainte-Lucie, Saint Kits et Nevis, les Iles Salomon, le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, Tuvalu, le Suriname, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Bénin.

Cette pratique est déloyale et décrédibilise l'action de la CBI ; elle pourrait entraîner l'adoption de décisions qui auraient des conséquences dramatiques pour la survie des populations de baleines.

Cette politique est responsable d'une évolution très inquiétante au sein de la CBI, avec un élargissement du groupe des pays favorables à la levée du moratoire et à la reprise de la chasse commerciale.

Pour la première fois cette année depuis 1986, les pro-chasse frôlent la majorité sur les 61 pays-membres de la Commission. Si la levée du moratoire sur la chasse commerciale n'est pas encore possible car elle nécessite une approbation à la majorité des trois quarts des membres, des résolutions allant dans le sens des demandes des pays baleiniers risquent d'être approuvées.

### Les prises accessoires : vraie menace pour les baleines

Certaines populations font l'objet d'un taux extraordinaire de prises accessoires dans les pêcheries coréennes et japonaises puisqu'ils dépassent les 100 animaux certaines années, un taux anormalement élevé et qui constitue une menace extrêmement grave en particulier le petit rorqual.

Le Japon et la Corée estiment que l'augmentation de prises accessoires de petits rorquals indique que la population augmente. Le Japon prétend que le stock est supérieur à 15 000 individus dans le Pacifique Nord alors que le Comité scientifique affirmait en 2003 que la population de petits rorquals disparaîtrait si le niveau de prélèvement actuel restait inchangé. L'augmentation des prises accessoires pourrait être due à la modification de la distribution de la population ou à une modification des efforts de pêche, voire à une pêche délibérée mais présentée comme prises accessoires.

# 3 La chasse scientifique, une hypocrisie dangereuse

Depuis l'entrée en vigueur du moratoire en 1986, au moins 7.000 baleines ont été tuées au nom de la science. Les textes de la CBI prévoient que tout pays adhérent peut s'attribuer des quotas de chasse scientifique. Le Japon et, depuis 2003, l'Islande sont les deux seuls pays à avoir des programmes de chasse scientifique qui cachent de réels intérêts commerciaux.

## Japon : chasse commerciale sous couvert scientifique

La chasse scientifique telle que pratiquée par le Japon est tout simplement de la chasse commerciale déguisée. En Avril 1987, le bateau usine japonais est revenu d'Antarctique après sa dernière saison de chasse commerciale et le moratoire sur la chasse balénière commerciale est entré en vigueur. En Novembre 1987, le même bateau usine, avec à son bord les mêmes chasseurs, naviguait à nouveau en Antarctique, cette fois pour une expédition « mission de recherche » bien que la CBI n'ait pas exprimé la nécessité de ce type de recherche et qu'elle se soit opposée à l'expédition. Depuis, le Japon a chassé entre 300 et 600 baleines par an. Sous couvert de recherche, la chasse scientifique permet d'alimenter le marché japonais en viande de baleine. Le commerce de cette viande rapporte plus de 50 millions d'euros par an.



demandes du Japon ont été repoussées, les études scientifiques menées par l'Institut de Recherche japonais sur les Cétacés étant reconnues comme non fiables et partiales. Les résultats émanant du Comité scientifique de la CBI contredisent généralement celles de l'institut de recherche japonais.

Le Japon mène actuellement deux programmes de recherche :

- le programme JAPRN dans le Pacifique Nord, entamé en 1994, prélève annuellement une centaine de petits rorquals (*Balaenoptera acutorostrata*). En 2000, les Japonais ont permis dans le cadre de ce programme la chasse scientifique du rorqual de Bryde (*Balaenoptera edeni*) et du cachalot (*Physeter catodon*) et en 2002 du rorqual boréal (*Balaenoptera borealis*). Le Rorqual boréal est d'ailleurs une espèce en danger, classée sur la liste rouge de l'UICN. Ce programme de recherche a officiellement pour objectif de mieux connaître le rôle de ces espèces dans les écosystèmes ainsi que leur régime alimentaire.

- le programme JARPA, mené en Antarctique, où plus de 400 petits rorquals sont prélevés chaque année. Officiellement, ce programme vise entre autre à estimer certains paramètres biologiques. Alors qu'il arrive à terme, le Japon va faire une nouvelle proposition lors de la prochaine CBI à Ulsan en Corée pour un nouveau programme de recherche appelé JARPA II. A travers JARPA II, le Japon entend doubler le nombre de prises de petits rorquals (de 430 en 2004/2005 à environ 850 en 2005/2006) et en étendant leur programme de chasse scientifique au rorqual commun et à la baleine à bosse, deux espèces en danger.

On estime ainsi que pour la saison de chasse 2005/2006, le Japon pourrait capturer 1415 baleines si son nouveau programme scientifique est mis en oeuvre.

Revenus annuels issus du commerce de la viande de baleine au Japon	
Saison	Revenus annuels (millions de Yen*)
1990/91	2,187
1991/92	2,127
1992/93	2,812
1993/94	2,650
1994/95	2,726
1995/96	4,119
1996/97	3,764
1997/98	4,024
1998/99	4,184
1998/00	4,074
2000/01	4,602
2001/02	4,884
2002/03	5,380 (estimé)
2003/04	5,890

\* 1 Euro = 133 Yens

## Japon : vers un doublement du quota de chasse scientifique

En 2004 le Japon a déclaré son intention de capturer jusqu'à 3000 animaux supplémentaires, soit plus de 7 fois son quota actuel. Il se baserait sur des estimations erronées faisant état d'une population de 750.000 petits rorquals, estimations non approuvées par la CBI. Jusqu'à présent les

### Une chasse absurde et inutile basée sur des préceptes faux

La chasse scientifique japonaise constitue une énorme hypocrisie. Elle n'apporte rien d'essentiel à une gestion rationnelle des populations, mais porte gravement atteinte à la reconstitution de certaines populations de baleines qui sont par ailleurs déjà menacées par bien d'autres facteurs (pollution, prises accidentelles dans les filets de pêche etc). Depuis quelques années le Japon a investi dans une campagne de relations publiques très offensive visant à convaincre l'opinion publique que les baleines représentent une menace pour la conservation des stocks de poissons, alors que toutes les études existantes montrent que c'est la surpêche généralisée menée par l'homme depuis des décennies qui est véritablement responsable de l'effondrement des stocks. Aujourd'hui, les résultats obtenus par le Japon dans le cadre de programmes de chasse scientifique ne sont pas suffisamment novateurs par rapport à ce que l'on connaît déjà sur les baleines. Les études scientifiques menées par l'Institut de Recherche japonais sur les Cétacés sont fortement critiqués notamment par le Comité scientifique de la CBI qui estime qu'il existe notamment des méthodes non léthales, c'est à dire sans mise à mort des baleines qui pourraient permettre d'obtenir un certain nombre de résultats. Depuis bientôt 20 ans le Japon étudie les baleines mais n'a pas publié un seul article dans une revue scientifique reconnue. Le gouvernement japonais probablement conscient du manque de rigueur de ses données scientifiques refuse systématiquement de les communiquer à des chercheurs indépendants. Les scientifiques avancent aussi que cette chasse scientifique n'est qu'un prétexte pour encourager la reprise commerciale de cette activité et maintenir une demande pour les produits baleiniers.

### Islande : relance de la chasse scientifique

Après 14 ans d'interruption, l'Islande a redémarré la chasse scientifique en 2003 et annonce alors un programme de 500 prises sur 2 ans, avant de faire marche arrière suite aux vives critiques exprimées dans le pays et par la communauté internationale d'une part et en raison du manque de

débouchés des produits baleiniers sur le marché intérieur d'autre part. 36 petits rorquals seront finalement chassés en 2003 puis 25 en 2004.

### Position de la CBI et des Etats membres

La chasse scientifique est régulièrement condamnée par de nombreux Etats membres de la CBI. Malheureusement, la Convention de 1946 contient une échappatoire qui ne soumet pas la chasse scientifique aux règles de la Convention. Le gouvernement japonais n'a donc pas besoin de l'accord de la CBI pour mener ses programmes de chasse scientifique et ignore généralement son avis. La CBI considère qu'il n'est pas essentiel de tuer des baleines pour mener certains programmes de recherche scientifique. Elle a demandé à plusieurs reprises au Japon de mettre un terme à son programme. Cette année, le comité scientifique de la CBI a ouvert ses travaux par une déclaration sur la proposition du Japon JAPAR II, affirmant que ce programme est tout à fait inapproprié en raison notamment du manque de



transparence sur le programme précédent. Par ailleurs, le gouvernement Australien juge le projet JAPAR II inadmissible et menace le Japon de poursuites devant la Cour Internationale de Justice.

# 4 Etat des populations de baleines

## Des espèces vulnérables, menacées d'extinction par les activités humaines

La chasse baleinière a mené l'une après l'autre les espèces de baleines au bord de l'extinction. On estime à au moins 1,4 million le nombre de baleines tuées au cours du 20e siècle. Une fois les populations des plus grosses baleines épuisées, les pays baleiniers se sont intéressés aux espèces plus petites. Ainsi, la poursuite de la chasse baleinière par quelques pays – Japon et Norvège en tête - malgré l'entrée en vigueur d'un moratoire en 1986, menace aujourd'hui les populations de «petites baleines» en particulier celles de Petit Rorqual et de Rorqual commun, qui avaient été jusque là épargnées.

Chez certaines espèces, 90% de la population originelle a disparue. Les estimations les plus récentes publiées par la Commission Baleinière Internationale (CBI) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) montrent que 7 des 13 espèces de grandes baleines restent en danger d'extinction malgré des décennies de protection. Certaines populations de baleine franche de l'Atlantique, baleine bleue, baleine franche boréale, baleine grise, rorqual commun, petit rorqual et baleine à bosse sont gravement menacées et ne montrent aucun signe de reconstitution malgré la protection dont elles font l'objet.

### - Principales causes de la disparition des baleines :

La biologie des baleines est incompatible avec la chasse intensive et industrielle dont elles ont été l'objet et qui a

entraîné une surexploitation des populations les unes après les autres. Mammifères à cycle long, les baleines constituent des espèces particulièrement vulnérables.

La survie des baleines est également remise en cause par d'autres activités humaines. Les baleines et les petits cétacés (dauphins, marsouins) sont victimes des engins de pêche : chaque année, 300.000 d'entre eux meurent accidentellement dans les filets de pêche.

En outre, leur santé est gravement altérée par les pollutions chimiques, à l'origine de cancers et de problèmes de reproduction chez les cétacés, mais également sonores (tests sismiques menés dans le cadre de la recherche d'hydrocarbures, cause de dommages irréversibles sur leur système d'orientation.

D'autres facteurs, comme les collisions avec des bateaux et les perturbations causées par l'exploitation pétrolière et gazière constituent des menaces importantes pour certaines populations. Enfin, les activités humaines entraînent un réchauffement de la température des océans, cause de modifications profondes des écosystèmes (réduction des stocks de krill) en particulier dans la zone Antarctique dont dépendent d'importantes populations de baleines pour leur alimentation.



## Des espèces particulièrement menacées

**Petit rorqual** : il existe une forte controverse concernant cette espèce. La Norvège capture plus de 600 petits rorquals chaque année et le Japon environ 440 dans l'Océan Austral alors qu'en 1985, l'UICN avait annoncé que cette population était épuisée et devait faire l'objet d'une protection stricte. Le petit rorqual, la plus petite des 13 espèces de grandes baleines est aujourd'hui très vulnérable. Bien que plus gros qu'un éléphant, il était trop petit pour intéresser les baleiniers avant le début des années 70.

**Petit rorqual de la mer du Japon, de la mer jaune et de l'Est de la mer de Chine** : cette population distincte, considérée en 1988 par l'UICN comme sérieusement réduite fait l'objet d'un taux extraordinaire de prises accidentelles dans les pêcheries coréennes puisqu'il dépasse les 100 animaux certaines années, un taux anormalement élevé et qui constitue une menace extrêmement grave pour la population qui s'élevait à quelques 900 individus en 1997.

**Baleine à bosse** : la plus acrobatique par ses sauts hors de l'eau et la plus connue pour ses chants fascinants. Certaines populations ont fait l'objet d'un suivi approfondi (10.000 individus identifiés photographiquement). Sa population a été sérieusement réduite par la chasse commerciale, interdite en 1963 mais non respectée par les Russes dans l'Hémisphère sud jusqu'au début des années 70. Certaines populations commencent tout juste à se reconstituer et les Japonais parlent déjà de reprendre la chasse scientifique de cette espèce.

**Baleine grise** : elle fréquente beaucoup les eaux peu profondes des zones côtières où elles sont prises dans les filets de pêche ou perturbées par les activités humaines.

**Baleine bleue** : les populations de baleine bleue ont été

anéanties à 99% et, bien que leur capture soit interdite depuis 30 ans, certaines populations – comme celle de l'Antarctique - ne se sont pas encore reconstituées.

**Rorqual commun** : chassé par l'Islande dans l'Atlantique Nord jusqu'en 1989, cette espèce ne montre aucun signe de reconstitution de ses populations. Pourtant, le Japon veut reprendre sa chasse scientifique.

**Baleine franche de l'Atlantique** : espèce la plus menacée d'extinction, ne montrant aucun signe de reconstitution. Sa chasse est interdite depuis 1937, année où la population ne comptait plus qu'une centaine d'individus.

**Baleine franche du Groenland** : probablement la baleine ayant la plus longue durée de vie (plus de 200 ans !), elle ne se rencontre que dans l'Arctique. Il y a des signes encourageants de reconstitution de ses populations.

**Cachalot** : seule grande baleine à dents (toutes les autres sont des baleines à fanons) et sans doute celle dont les populations sont les plus difficiles à évaluer, principalement du fait de leur comportement et de leur plongées très profondes et prolongées.



## Evaluation des populations de grandes baleines

Source : Pro Wildlife, ECCEA, Third Millenium Foundation, 2002

Espèces	Stock	Population actuelle	Population initiale	Statut UICN
Baleine bleue <i>Balenoptera musculus</i>	1) Stock Antartique 2) Stock Atlantique Nord 3) Stock Pacifique Nord	< 5. 000 1) 400 – 1.400 2) 1.000 – 2.000 3) 2.000 – 4.000	1) 250.000 2) 12.000 3) 14.000	1) Menacée 2) Vulnérable 3) Quasi menacée
Baleine franche du Groenland <i>Balenoptera mysticetus</i>	1) Détroit de Davis 2) Bering, Chukchi, Beaufort 3) Bay de Hudson 4) Mer d'Okhotsk 5) Svalbard - Barents	1) < 400 2) 7.500 3) 350 4) < 300 5) < 100 Total : < 8.650	1) 12.000 2) 16.000 3) 600 4) 8.000 5) 25.000 total : 61.600	1) Menacée 2) Quasi menacée 3) Vulnérable 4) Menacée 5) Menacée - niveau critiq
Baleine franche de l'Atlantique <i>Eubalaena glacialis</i>	1) Atlantique Nord Ouest 2) Atlantique Nord Est	1) 300 - 350 2) proche de 0	Pas d'estimation mais des dizaines de milliers ont été tuées	1) Menacée 2) Menacée
Baleine franche Australe <i>Eubalaena australis</i>		7.000	70.000	Quasi menacée
Baleine grise <i>Eschrichtius robustus</i>	1) Stock Pacifique Nord Ouest 2) Stock Pacifique Nord Est 3) Atlantique	1) Pas d'estimation 2) 21.000 3) Eteinte	1) Pas d'estimation 2) 22.000 3) Pas d'estimation	1) Menacée - niveau critiq 2) Quasi menacée 3) (Eteinte)
Rorqual commun <i>Balaenoptera physalus</i>	1) Nord Atlantique 2) Méditerranée 3) Hémisphère sud	1) 27.700 - 82.000 2) 3.000 - 7.4000 3) 12.000	1) Pas d'estimation 2) Pas d'estimation 3) 300.000 - 650.000	1) Menacée 2) Menacée 3) Menacée
Rorqual boréal <i>Baleanoptera borealis</i>		39.000 - 65.0000	Pas d'estimation	Menacée
Rorqual de bryde <i>Baleanoptera brydei</i>		40.000 - 112.000 (?)	Pas d'estimation	Manque de données
Petit rorqual <i>Baleanoptera acurostrata</i>	1) Stock Atlantique Nord Est 2) Stock Atlantique central 3) Stock Pacifique Nord 4) Groenland Ouest 5) Hémisphère sud	1) 67.000 - 118.000 2) 21.600 - 31.4000 3) 12.000 - 48.600 4) 1.790 - 5.950 5) 12.000 - 48.600 Total : 114.390 - 252.550	Pas d'estimation	Quasi menacée
Petit rorqual de l'Antarctique <i>Baleanoptera bonaerensis</i>		270.000 - < 760.000	Pas d'estimation	Quasi menacée
Baleine à bosse <i>Megaptera novaeangliae</i>	1) Stock Pacifique 2) Stock Atlantique Nord	20.000 – 28.000	150	Vulnérable
Cachalot <i>Physeter catodon</i>		< 1,2 million, peut-être 360.000	2 - 3 millions (?)	Vulnérable

### Légende :

- Menacée - niveau critique : risque très élevé d'extinction dans le futur immédiat
- Menacée d'extinction : risque élevé d'extinction dans un futur proche
- Vulnérable : risque élevé d'extinction à moyen terme
- Quasi menacée : sujet d'un programme de conservation, faute duquel l'espèce deviendrait menacée dans les 5 ans
- Manque de données : manque de données pour évaluer le risque d'extinction – peut-être menacée

# 5 Des baleines et des hommes

## Les dates-clés

**1800 ans avant JC** : Origines de la chasse à la baleine.

**11e siècle** : La chasse organisée commence avec les Basques qui traquent la baleine franche.

**19e siècle** : Apogée de la chasse baleinière américaine puis norvégienne.

**1870** : Invention par un norvégien du canon lance-harpon à tête explosive : entrée de la chasse baleinière dans la phase industrielle.

**1905** : Utilisation des bateaux-usine dans la chasse baleinière.

**Années 30** : Apogée de la chasse baleinière, en particulier du Japon. Effondrement des stocks les uns après les autres.

**1931** : Interdiction de la chasse de la baleine franche du Groenland.

**1935** : Interdiction de la chasse de la baleine franche Australe.

**1937** : Interdiction de la chasse de la baleine franche de l'Atlantique et de la baleine grise.

**1946** : Création de la Commission Baleinière Internationale (CBI).

**1961/62** : 66.000 baleines sont tuées pendant la saison de chasse.

**1963** : Interdiction de la chasse de la baleine à bosse, mais les Russes la chassent jusqu'au début des années 70.

**1966** : Interdiction de la chasse de la baleine bleue.

**1972** : Il reste moins de 6.000 baleines bleue dans le monde.

**1975, 27 juin** : Première action de Greenpeace contre un baleinier. Des zodiacs de Greenpeace s'interposent entre un groupe de cachalots et le bateau russe "Vlatsny" qui poursuit néanmoins ses activités. La scène filmée fut diffusée dans le monde entier et révélera à la communauté internationale la face cachée de la chasse baleinière.

**1977** : L'Australie arrête la chasse à la baleine et rejoint le camp des pays « pro-baleine » au sein de la CBI.

**1978** : Interdiction de la chasse au rorqual boréal.

**1979** : Création du premier sanctuaire baleinier, dans l'Océan Indien.

**1979** : Le bateau de Greenpeace "Rainbow Warrior" perturbe pendant plus de 20 jours la saison de chasse islandaise.

**1981** : Interdiction de la chasse du Cachalot.

**1982** : Adoption du moratoire sur la chasse commerciale à la baleine, à 25 voix contre 7.

**1983** : La Convention sur les espèces menacées d'extinction (CITES) interdit le commerce international de la viande de baleine.

**1983** : Le "Rainbow Warrior" accoste à Lorino en Sibérie afin de dénoncer et de s'opposer à l'utilisation illégale de viande de baleine dans l'alimentation de visons élevés pour la fourrure.

**1984** : Les produits de la mer norvégiens sont boycottés pour dénoncer et faire cesser la chasse baleinière norvégienne.

**1986** : Entrée en vigueur du moratoire sur la chasse commerciale des baleines. Le Japon et l'ex-URSS déposent une objection contre le moratoire. Quelques années après l'URSS abandonne la chasse baleinière.

**1986** : Le "Moby Dick" s'oppose aux baleiniers norvégiens



pendant plus de six semaines.

**1987** : Le Japon retire son objection au moratoire, arrête la chasse commerciale et démarre son programme de « chasse scientifique », en particulier dans le Sanctuaire Antarctique.

**1987** : La Norvège dépose une objection contre le moratoire.

**1987** : L'Islande démarre la chasse scientifique. La République de Corée la pratique pendant une saison.

**1988/1992** : La Norvège pratique la chasse dite scientifique.

**1988** : Greenpeace intercepte 200 tonnes de viande de baleine, importée illégalement d'Islande, dans le port d'Helsinki en Finlande.

**1989/90** : Le "Gondwana" s'oppose à la campagne de chasse japonaise en Antarctique.

**1990** : 7 des 9 pays chassant encore la baleine décident d'y mettre un terme.

**1990** : L'Islande arrête la chasse scientifique.

**1993** : La Norvège arrête la chasse scientifique, dépose une objection contre le moratoire et déclare officiellement la réouverture de la chasse baleinière commerciale.

**1994** : Création du Sanctuaire baleinier des Mers Australes ou Sanctuaire Antarctique, sur proposition de la France. Depuis, plus de 1,5 million de baleines ont été tuées dans ces eaux par le Japon.

**1994** : 2 bateaux de Greenpeace le "Solo" et le "Sirius" s'opposent à la flotte de chasse baleinière norvégienne.

**1995** : Le "MV Greenpeace" s'oppose à la flotte de chasse japonaise dans le sanctuaire Antarctique.

**1998** : Le Brésil propose la création d'un Sanctuaire dans l'Atlantique Sud.

**1998** : 5 activistes de Greenpeace bloquent la flotte japonaise pendant plus de 24 heures dans le port de Nouméa.

**1999** : Le Japon commence à mettre en œuvre sa politique d'achat de votes au sein de la CBI. Grâce à cette méthode, il bloque une résolution pour la création d'un Sanctuaire dans le Pacifique Sud.

**1999** : Le Japon investit 15 millions de dollars dans un nouveau baleinier pour la chasse dans le sanctuaire Antarctique.

**1999 / 2000 / 2001** : Le bateau de Greenpeace "MV Arctic Sunrise" s'oppose la flotte japonaise dans le Sanctuaire Antarctique.

**2000** : Le Japon et la Norvège proposent de supprimer la protection dont bénéficient les grandes baleines dans le cadre de la Convention sur les espèces menacées d'extinction (CITES).

**2001** : Le Japon avoue qu'il influence le vote de certains pays membres de la CBI. L'Islande réintègre la CBI.

**2001** : La Norvège annonce qu'elle va exporter de la viande de baleine vers le Japon malgré l'interdiction du commerce des produits baleiniers établie dans le cadre de la CITES et du fait que sa consommation est dangereuse en raison de sa contamination par des substances toxiques.

**2003** : Après 14 ans d'interruption, l'Islande reprend la chasse scientifique.

**2003** : La CBI crée un Comité pour la Conservation des baleines qui a pour mandat d'étudier les impacts des activités humaines sur les baleines (prises accidentelles, surpêche, pollution, ...). Le Japon, la Norvège et l'Islande votent contre.

**2003** : Greenpeace lance une campagne internationale « chasse contre écotourisme » visant à convaincre les Islandais qu'ils ont plus intérêt à développer l'écotourisme qu'à reprendre la chasse.

**2004** : Le bateau de Greenpeace "MV Esperanza" est en Islande pour faire la promotion d'un écotourisme baleinier, comme alternative à la chasse.

**2005** : Le bateau de Greenpeace "Rainbow Warrior" est en Corée du Sud pour dénoncer le projet de construction d'une usine de transformation de viande de baleine dans un pays qui officiellement ne chasse plus la baleine.

**2006** : 2137 baleines seront-elles tuées ?

